

Économie sociale de marché et Plan Marshall global – Approches de réorganisation d'une globalisation mal emmanchée¹

F. J. Radermacher²

¹ Exposé présenté le 16.09.2006 au congrès du Parti socialiste suisse

² Professeur F. J. Radermacher, dr en mathématiques et en informatique, membre du comité scientifique de l'Institut de recherche sur les savoirs appliqués (*Forschungsinstituts für anwendungsorientierte Wissensverarbeitung/n - FAW/n*) et titulaire de la chaire d'informatique de l'Université d'Ulm, président de l'Association allemande de recherche scientifique et d'économie extérieure (*Bundesverband für Wirtschaftsförderung und Außenwirtschaft - BWA*), Berlin, vice-président du Forum éco-social européen et membre du Club de Rome.

Problèmes planétaires : scénarios et conséquences

À l'aube de ce 21^{ème} siècle, le monde est dans une situation extrêmement difficile. À cause de conditions cadre planétaires en partie inappropriées, la globalisation de l'économie pousse toujours davantage le système économique mondial vers un processus de désagrégation et de déstructuration. Ceci équivaut à **la fin de la primauté du politique**, car les structures clés de la politique sont restées nationales, dans le meilleur des cas continentales, mais ne sont pas devenues globales. Cette procédure de globalisation développe de nouvelles perspectives techniques qui se substituent à la main d'oeuvre humaine, comme s'y substitue également dans le marché mondial l'intégration progressive de pans entiers du potentiel de main d'oeuvre des pays pauvres, au détriment des perspectives d'emploi d'une partie de la main d'oeuvre moins qualifiée des pays riches, qui se considère alors à juste titre comme **perdante de la globalisation**. Si ces développements impliquent bien un certain nombre de chances de développement, ils évoluent tout de même en contradiction avec les principes du développement durable, en raison du manque de standards internationaux et de possibilités de régulation et à cause des orientations erronées qui en résultent et que prend le marché mondial. Le développement s'opère au détriment de la péréquation sociale et de la prise en compte des intérêts culturels et de la stabilité écologique globale.

Cette situation est encore aggravée du fait de la croissance rapide de la population mondiale qui approche les 10 milliards d'êtres humains et aussi de la croissance de la part de cette population dont le mode de vie est gourmand en ressources et qui peut se chiffrer à quelques centaines de millions d'êtres humains.

Dans ce contexte et dans celui d'une perspective globale, la question de la limitation de la consommation des ressources non renouvelables et de la limitation des charges environnementales est tout à fait centrale dans tous les cas de figure visant à dégager des solutions pour l'avenir, car le progrès technique pris tout seul a plutôt tendance à produire légèrement plus de charge environnementale par unité de diminution de celle-ci qu'il permet effectivement de réaliser, et ceci quelle que soit la nature de cette diminution (dématérialisation, augmentation du rendement énergétique) : c'est ce que l'on nomme **l'effet boum**. Chaque fois qu'on pose la question de la limitation des émissions de CO₂ on se heurte d'emblée à la **problématique mondiale de la répartition des émissions** dans toute son acuité.

Ce faisant, il s'agit de bien faire d'emblée la distinction entre des principes de répartition « à la papa », qui préconisent pour l'essentiel quelque chose comme le statut quo (Ce qui

bloque les parties pauvres du monde dans leur production de charges environnementales en fonction du niveau d'émissions déjà atteint par les parties riches.) et des principes égalitaires de répartition du droit de polluer « par tête » et leur compatibilité en termes de négociation économique.

Si l'on jette un regard sur ce qui pourrait se passer à l'échelle planétaire ces 50 prochaines années, on distingue trois voies possibles pour l'avenir à la lumière de la constellation mondiale que nous venons de décrire, qui agissent comme des pôles d'attraction et qu'il convient maintenant d'examiner brièvement et montrant que deux de ces pôles sont extrêmement périlleux et incompatibles avec un développement durable. Ces trois cas de figure découlent des réponses qu'on pourra donner aux deux grands postulats de l'éthique planétaire que sont : (1) la protection de l'environnement et la consommation des ressources; (2) le respect de la dignité de tous les être humains. Si l'on ne réussit pas à réaliser le postulat (1), c'est-à-dire qu'on continue comme jusqu'ici, ce sera le **collapse** et la question y relative est « comment ? ». Réponse : à cause de la concentration du pouvoir aux mains d'une minorité et au détriment du reste. On se retrouve alors dans une situation de « **brésilianisation** » ou en d'autres termes un appauvrissement massif de larges pans de la population dans des pays riches en soi, un processus qui a d'ailleurs déjà commencé. Seul le consensus peut nous faire aboutir à un modèle offrant des perspectives valables, une **économie mondiale et éco-sociale de marché**, c'est-à-dire l'extension à tout le globe du modèle de marché que nous connaissons en Europe.

Économie sociale de marché

L'issue semble venir d'une approche éco-sociale au sens ordolibéral des marchés régulés, tels que l'appliquent typiquement l'**Europe** (économie sociale de marché) et quelques économies asiatiques (économies de réseaux). Il s'agirait maintenant de continuer à développer ce modèle dans le cadre de l'économie mondiale. Il existe aujourd'hui une approche dans ce sens que constitue un **Plan Marshall global**, qui lie la création de structures et l'application de standards avec un cofinancement des processus de développement. La description de ce plan suit.

Par son processus d'extension, l'**Union européenne** apporte en permanence la preuve de la justesse de cette approche qui, ces dernières années, a déployé ses effets positifs dans les régions, comme dans les plus anciens pays européens, tels notamment l'Allemagne et l'Autriche. Au plan international, citons encore dans le même sens le succès du Protocole de Montréal, signé conformément à une logique identique.

Dans cette logique, le modèle européen se révèle être le seul succès d'une approche pleine de promesses quant à ses capacités pacificatrices et ses perspectives de développement durable en parfait contraste avec le modèle radical d'une économie de marché totalement débridée (« **turbo-capitalisme** ») et ne manifestant aucun sens des responsabilités s'agissant de l'environnement et du social. Il faut cependant tenir compte du fait que les fondamentalistes du marché ont tout de même réussi à ancrer leur point de vue dans l'esprit de beaucoup de gens grâce à des images manipulées (Lackoff). Les contre-stratégies éprouvent donc de la peine à s'imposer. De plus, celles-ci doivent être mises en œuvre dans des conditions cadre faussées, si bien qu'elles doivent être ébauchées en tant que « **stratégies doubles** ». Ceci signifie :

Qu'il faut d'une part faire des efforts pour représenter avantageusement l'économie globalisée (image active de la globalisation).

Qu'il faut d'autre part organiser un processus intelligent de protection en Allemagne et en Europe, aussi longtemps qu'aucun ordre mondial approprié n'aura été mis en place. (Pour plus de détail, cf. www.bwa-deutschland.de .)

Le Plan Marshall global – un pas dans la bonne direction

Le Plan Marshall global est un concept pour un monde équilibré. Il est constitué de cinq pierres angulaires stratégiques étroitement liées entre elles.

- (1) **Réaliser rapidement les objectifs du millénaire définis par l'ONU dans le cadre d'un consensus mondial** permettant de franchir une étape intermédiaire vers un ordre mondial juste et un développement durable.
- (2) **De 2003 à 2015, investir en moyenne 100 milliards de dollars US de plus par an** pour la coopération au développement. Les chiffres desquels on part sont ceux de la coopération au développement et du pouvoir d'achat tels qu'ils apparaissent en 2004. Il faut au moins des moyens supplémentaires de cet ordre de grandeur pour arriver à réaliser directement les objectifs de développement du millénaire, ce qui permettra de concrétiser sans attermoiements des postulats indispensables au bien-être général planétaire. Ces moyens doivent être affectés exclusivement à cela.
- (3) **Appliquer des mécanismes équitables pour obtenir les moyens nécessaires.** Cette initiative de Plan Marshall global soutient l'exigence du 0,7% des budgets

nationaux en faveur du financement de la coopération au développement. Toutefois, mêmes des prévisions optimistes arrivent à la conclusion qu'il manquera des moyens importants ces prochaines années avant d'arriver au volume de financement attendu pour la réalisation des objectifs du millénaire. C'est pour cette raison et aussi du point de vue de la politique d'un ordre mondial qu'une part importante des moyens nécessaires à concrétiser les objectifs du millénaire doit provenir de **la taxation des transactions globales et de la consommation des ressources du patrimoine mondial commun.**

- (4) **Mettre progressivement en place à l'échelle planétaire une économie sociale de marché** et dépasser ainsi le fondamentalisme du marché global **en établissant un meilleur ordre économique mondial.** Le cadre approprié pour ce faire est un **contrat mondial équitable** incluant des réformes et en lien avec des règles et des institutions qui existent déjà pour l'économie, l'environnement, le social et la culture (par exemple dans les domaines des règlements de l'ONU, de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OIT, du PNUD, de UNEP, du PNUE et de l'UNESCO).
- (5) **Pratiquer équitablement et sur tous les plans une coopération de partenariat,** véritable condition requise permettant d'arriver à un ordre mondial approprié et un flux adéquat des moyens. **Un développement qu'on entend guider soi-même implique** de manière décisive la promotion d'une bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la coordination des formes d'affectation pragmatique des moyens à disposition.

Le Plan Marshall global présente un concept d'avenir équilibré. Le soutien croissant dont il bénéficie de la part de la politique, de l'économie et des ONG permet d'espérer, bien que le chemin qui nous sépare encore du succès qui reste aléatoire soit encore long et pénible.